

Madame Michelle Bachelet -
Haut-Commissaire aux droits de l'homme
registry@ohchr.org

Genève, le 21 mai 2021

Madame la Haut-Commissaire,

Les 286 organisations soussignées souhaitent attirer votre attention sur la dernière répression observée dans les territoires occupés du Sahara Occidental visant les défenseurs sahraouis des droits humains qui prônent le droit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

Les derniers développements sont alarmants et il est à craindre que la situation ne s'aggrave si la communauté internationale ne dénonce pas la situation et ne tient pas le Royaume du Maroc responsable de ses violations flagrantes des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Nous pensons qu'en menant une campagne de harcèlement et de terreur contre les militants sahraouis non violents, y compris l'utilisation du viol et de la violence sexuelle comme arme, le Royaume du Maroc tente de mettre un terme aux manifestations au Sahara occidental et de faire taire la voix du peuple sahraoui.

Les organisations soussignées vous exhortent à prendre d'urgence des mesures publiques pour dénoncer la dernière répression observée dans les territoires occupés du Sahara occidental.

La dernière répression observée concerne une série d'événements qui ont eu lieu dans les premières semaines de mai 2021. On pense que la répression est étroitement liée à la situation de **Sultana Khaya**, qui est assignée à résidence depuis novembre 2020, et à une campagne lancée par l'organisation sahraouie récemment créée, l'Instance Sahraouie Contre l'Occupation Marocaine (ISACOM), inspirée par la résistance que mène Sultana depuis des mois qui est intitulée "*Mon drapeau est sur mon toit*".

Depuis début mai, des agents marocains ont assiégé, attaqué et saccagé les maisons, battu et torturé des militants, violé deux des défenseuses des droits humains, coupé l'électricité et l'eau, jeté des substances nocives dans les maisons, empêché les militants de quitter leur logement et les ont interdits de visites, empêché l'accès à la nourriture, aux médicaments et aux soins médicaux pour les blessures causées par les autorités, émis des menaces de mort contre eux et les membres de leur famille, et mené des campagnes de diffamation, souvent de manière à inciter à la haine et à encourager la violence contre eux.

La situation de la défenseuse des droits humains sahraouie **Sultana Khaya** et de sa famille est particulièrement extrême. Depuis le 19 novembre 2020, Khaya et certains membres de sa famille ont été placés en résidence surveillée arbitraire et soumis à de graves violences physiques et psychologiques - en grande partie dirigées contre les deux sœurs, **Sultana** et **Luara Khaya**. Pendant six mois, la maison a été encerclée par des agents et des véhicules de l'armée et de la police, qui ont empêché Sultana de s'avancer à plus d'un pâté de maisons de l'entrée - la ramenant souvent par force avec sa sœur à l'intérieur de sa maison - et ont arrêté et battu de nombreux Sahraouis, y compris la famille, les amis et les soutiens qui tentent de

leur rendre visite. La situation a été documentée, entre autres, par Human Rights Watch¹, Amnesty International² et Front Line Defenders³.

Le 10 mai et de nouveau le 12 mai, la situation est devenue pire lorsque des dizaines d'agents cagoulés sont entrés par effraction dans la maison de Khaya avant l'aube, alors que la famille dormait. Lors du premier raid, ils ont saccagé la maison et arrêté trois militants – **Salek Baber, Khaled Boufraya et Babuizid Mohammed Saaed Labhi** – qui vivaient là pour soutenir la famille Khaya ; ils ont battu deux membres de la famille, détruit des meubles et d'autres objets et volé des documents, de l'argent, des ordinateurs et des objets de valeur. Les trois militants arrêtés ont été torturés pendant des heures, conduits dans une partie reculée du désert et jetés là-bas, à de nombreux kilomètres de Boujdour et d'El Aïoun.

Lors du deuxième raid du 12 mai, la police effectuant une descente dans la maison a violé Sultana et Luara avec des bâtons et des perches, agressé leur frère et versé un liquide nauséabond et nocif partout dans la maison, sur les meubles et les vêtements, ce qui a rendu le logement quasi inhabitable. L'audio de l'assaut a été secrètement enregistré par la famille, publié plus tard par la Fondation Nushatta, et des vidéos prises quelques instants après montrent la terreur et les destructions laissées par le raid, rapportées plus tard également par Democracy Now. Désormais, les deux sœurs craignent que si la communauté internationale n'agit pas rapidement, la police marocaine exécutera ses menaces de mort ou utilisera à nouveau le viol comme arme de terreur contre elles, les ciblant comme défenseuses des droits humains. Les derniers raids ont été dénoncés entre autres par Front Line Defenders et l'équipe internationale de défense de Sultana⁴

L'éminente militante sahraouie **Mina Baali**, membre fondateur de l'ISACOM, est également assignée à résidence depuis le 8 mai. Le 9 mai, après une manifestation pacifique sur les toits au cours de laquelle Mina Baali a exhibé le drapeau sahraoui interdit, plus de 50 agents marocains masqués ont fait irruption chez elle, l'ont torturée ainsi qu'une amie, ont détruit des biens et volé du matériel électronique, de l'argent et de la nourriture, et ont coupé l'électricité, le tout devant son fils de 12 ans, que la police a menacé les jours suivants. Le domicile de Baali a de nouveau été perquisitionné le 12 mai alors qu'elle était assignée à résidence avec son jeune fils, et des agents l'ont agressée physiquement et verbalement et lui ont volé ses drapeaux sahraouis et d'autres objets.

Lors d'un incident connexe et en raison de son soutien à Mina Baali, la maison familiale de la journaliste sahraouie **Salha Boutinguiza** a également été perquisitionnée par les forces d'occupation marocaines, qui ont saboté le compteur électrique et coupé l'énergie du logement où elle vit avec ses parents âgés et malades. **Lahcen Dalil**, membre de l'ISACOM, a également été agressé lorsqu'il était allé rendre visite à son amie et collègue Mina Baali après le premier raid. Une dizaine de policiers marocains sont entrés dans la maison et ont torturé Dalil avant de l'emmener à la périphérie de la ville d'El Aïoun, où ils ont continué à le torturer. Après des heures, ils l'ont laissé à terre, pieds nus, et il a dû rentrer à pied en ville. Deux autres membres de l'ISACOM, **Laaroussi Taglabout et Ambairkat Abdelkrem**, ont également été battus par une quarantaine d'agents le 10 mai alors qu'ils tentaient de visiter la maison de Mina Baali après le raid. Le 10 mai encore, **Elghalia Djimi**, membre de l'ISACOM

1 <https://www.hrw.org/news/2021/03/05/western-sahara-harassment-independence-activist>

2 <https://www.amnesty.org/download/Documents/MDE2938152021ENGLISH.pdf>

3 <https://www.frontlinedefenders.org/en/case/woman-human-rights-defender-sultana-khaya-was-sexually-assaulted>

4 <https://mailchi.mp/41e6821eebce/moroccowestern-sahara-jared-genser-joins-defense-for-sahrawi-activist-sultana-khaya-condemns-torture-and-sexual-assault->

et éminente militante sahraouie, a été agressée physiquement et harcelée sexuellement alors qu'elle tentait de rendre visite à Mina Baali.

Le 8 mai, le défenseur sahraoui des droits humains **Hassanna Abba** a également été attaqué arbitrairement par des policiers marocains alors qu'il rentrait chez lui après avoir visité son frère. Il a été insulté et frappé à la tête, aux pieds et aux mains avant d'être laissé dans la rue en état de choc. Il a ensuite été pris en charge par ses proches, de peur d'être arrêté s'il se rendait à l'hôpital. Une telle violence arbitraire a également été documentée le 9 mai contre le militant sahraoui **Hammad Hammad**, qui a été attaqué par la police alors qu'il rendait visite à un collègue. Des agents l'ont traîné hors de la maison, l'ont battu et insulté et l'ont informé qu'il ne pouvait rendre visite à personne ni recevoir aucune visite sans l'autorisation de la police.

La récente répression marque une escalade intense et très préoccupante des mauvais traitements et abus commis par les autorités marocaines à l'encontre des défenseurs des droits humains sahraouis, en phase avec la détérioration de la situation des droits humains au Sahara Occidental occupé depuis la rupture du cessez-le-feu le 13 novembre 2020. Cette répression généralisée a été suivie de près par Human Rights Watch⁵, Amnesty International et Front Line Defenders⁶, qui ont documenté l'intensification des représailles contre les défenseurs des droits humains sahraouis par les forces de sécurité marocaines. Selon l'ACAT⁷, le niveau de violence et de répression actuellement observé est du même ordre que la répression observée suite à l'Intifada sahraouie de 2005 ou que celle ayant fait suite au démantèlement violent du camp de Gdeim Izik en 2010.

Veuillez agréer, Madame la Haut-Commissaire, l'expression de notre très haute considération.

5 <https://www.hrw.org/news/2020/12/18/western-sahara-morocco-cracks-down-activists>

6 <https://www.frontlinedefenders.org/en/statement-report/western-sahara-ongoing-harassment-and-intimidation-against-sahrawi-human-rights>

7 <https://www.acatfrance.fr/appele-urgent/le-defenseur-hassan-abba-agresse-par-la-police-marocaine>